Situation et perspectives de l'économie mondiale 2014

L'économie mondiale se redresse, mais reste exposée à des contradictions anciennes et nouvelles qui pourraient atténuer la croissance, affirme un rapport de l'ONU

Une sortie agitée de la politique d'assouplissement monétaire des grandes banques centrales présente des risques pour la stabilité financière et la croissance mondiale

New York, 20 janvier — Il est raisonnable de penser que la croissance économique mondiale s'accroîtra dans les deux années à venir alors que persistent les signes d'amélioration, à en croire l'édition 2014 du rapport des Nations Unies, *Situation et perspectives de l'économie mondiale*, publié aujourd'hui. On s'attend à un rythme de croissance de l'économie mondiale de 3 % en 2014 et de 3,3 % en 2015, contre une croissance estimée à 2,1 % pour 2013.

Pour la deuxième année consécutive, l'économie mondiale a connu une croissance en demi-teinte en 2013, mais certains progrès au dernier trimestre ont donné lieu à des prévisions plus encourageantes de l'ONU. La très longue récession de la zone euro a pris fin. La croissance des États-Unis s'est un peu consolidée. Quelques grands pays en plein essor, dont la Chine et l'Inde, sont parvenus à freiner le ralentissement économique qu'ils ont subi ces deux dernières années et ont légèrement remonté la pente. Ces éléments laissent présager une hausse de la croissance mondiale.

Selon *Situation et perspectives de l'économie mondiale*, l'inflation ne posera pas de risque au niveau mondial, mais la situation de l'emploi restera difficile. Alors que le développement des échanges commerciaux internationaux devrait reprendre quelque peu pour atteindre 4,7 % en 2014, les prévisions montrent que le prix de la plupart des matières premières restera inchangé, bien que tout soubresaut inattendu du côté de l'offre, y compris les tensions géopolitiques, puisse faire grimper certains de ces prix. Le rapport attire l'attention sur le fait que les mouvements de capitaux vers les économies naissantes seront vraisemblablement plus instables.

“Nous effectuons nos prévisions compte tenu des multiples incertitudes et aléas liés à d'éventuelles erreurs d'orientations politiques, autant que des paramètres non économiques qui pourraient paralyser la croissance”, a déclaré Shamshad Akhtar, Sous-Secrétaire générale chargée du développement économique à l'ONU.

Pays développés

Aux États-Unis, les restrictions budgétaires et une succession de blocages politiques concernant les questions budgétaires ont lourdement pesé sur la croissance; néanmoins, les mesures d'assouplissement monétaire ont dopé le cours des actions. Le redressement du marché du travail et du secteur du logement aux États-Unis s'est poursuivi. Le produit intérieur brut (PIB) des États-Unis devrait en principe progresser de 2,5 % en 2014.

L'Europe occidentale est sortie de la récession en 2013, mais les perspectives de croissance demeurent fragiles, car l'austérité fiscale se prolonge et le taux de chômage reste à un niveau record. En 2014, on compte sur un accroissement de 1,5 % du PIB en Europe occidentale. Au Japon, un train de mesures expansionnistes a permis de stimuler la croissance mais l'incidence des futures réformes structurelles est mal connue et il est probable qu'une hausse prévue de la taxe à la consommation de 1,5 % limite la croissance. D'après les prévisions, le PIB devrait s'accroître de 1,5 % en 2014.

Pays en développement et pays en transition économique

Les perspectives de croissance des grands pays en développement et des pays en transition sont diverses. Au Brésil, la croissance a été entravée par la faiblesse de la demande extérieure, le caractère fluctuant des apports de capitaux internationaux et le durcissement de la politique monétaire, mais selon toute probabilité la croissance trouvera un nouveau souffle pour atteindre 3 % en 2014. Le tassement de l'activité économique en Chine s'est stabilisé et la croissance devrait logiquement se maintenir autour de 7,5 % dans les quelques années à venir. L'Inde a connu sa plus faible croissance depuis une vingtaine

d'années, qui s'est accompagnée d'importants déficits de la balance courante et du budget de l'État s'ajoutant à un fort taux d'inflation, mais il est prévu que la croissance s'améliore pour dépasser 5 % en 2014. Dans la Fédération de Russie, la croissance s'est encore étioyée en 2013, alors que la production industrielle et les investissements fléchissaient, et devrait se redresser légèrement pour atteindre 2,9 % en 2014.

Parmi les régions en développement, les perspectives de croissance en Afrique demeurent relativement solides. Après une prévision de croissance de 4 % en 2013, les projections permettent d'espérer un accroissement du PIB de 4,7 % en 2014. Le rapport a fait ressortir combien la croissance de l'Afrique est tributaire des investissements dans les infrastructures et le commerce, des rapports que l'Afrique entretient avec les pays émergents dans le domaine des investissements, ainsi que des progrès en matière de gouvernance économique et de gestion. Des prévisions régionales plus précises seront publiées dans le cadre de *Situation et perspectives de l'économie mondiale* en janvier 2014.

Des aléas et des incertitudes font peser une menace sur l'économie mondiale

Le rapport a mis en lumière la menace que constituent pour l'économie mondiale les risques associés à une éventuelle sortie agitée des programmes d'assouplissement monétaire de la Réserve fédérale des États-Unis (Fed). Comme on l'a déjà constaté dans une certaine mesure pendant l'été 2013, les tentatives accomplies par la Fed pour renoncer aux programmes d'assouplissement monétaire pourraient provoquer une envolée des taux d'intérêt à long terme dans les pays développés et les pays en développement. L'abandon progressif des mesures d'assouplissement monétaire pourrait également conduire à des ventes sur les marchés d'actions mondiaux, à une chute brutale des flux de capitaux à destination des pays émergents et à une explosion de la prime de risque pour le financement extérieur des pays émergents. Ces secousses immédiates sur les marchés financiers internationaux pourraient se propager rapidement aux pays développés et aux pays en développement.

Le rapport met en lumière les autres perturbations extérieures auxquelles devront faire face les pays émergents au fur et à mesure que la Fed réduira les programmes d'assouplissement monétaire et à terme s'en désengagera. Si dans de nombreux pays dont l'économie décolle les données économiques fondamentales et la marge de manœuvre sont meilleures que lorsque la crise financière asiatique a éclaté en 1997, les pays émergents qui souffrent d'un grave déficit extérieur demeurent particulièrement vulnérables.

Parmi les autres incertitudes et aléas, on peut noter la fragilité persistante du système bancaire et de l'économie réelle dans la zone euro et les constantes querelles politiques aux États-Unis au sujet du plafond de la dette et du budget. Au-delà du domaine économique, les tensions géopolitiques en Asie occidentale et ailleurs continuent de représenter des risques sérieux. Ces éléments, ainsi que d'autres facteurs de risque susceptibles de surgir inopinément, pourraient faire déraiser l'économie mondiale bien au-delà des prévisions présentées dans le rapport.

Une plus grande coordination des politiques s'impose

Vu les problèmes nombreux et complexes auxquels est en proie l'économie mondiale, le rapport appelle à un renforcement de la coordination des politiques à l'échelle internationale.

“Le premier objectif de mesures politiques cohérentes prises d'un commun accord au niveau mondial devrait être une reprise plus vigoureuse, notamment la reprise de l'emploi”, a déclaré Pingfan Hong, chef de l'équipe de l'ONU chargée du rapport. “Nous devons également nous attacher à atténuer les réactions en chaîne engendrées par l'adoption de politiques monétaires non conventionnelles de grande ampleur par les grands pays développés à l'égard des pays en développement et des pays en transition économique, en particulier lorsque les principaux pays développés se mettent à détricoter ces politiques”.

La coopération et la coordination internationales en matière de politique à suivre sont indispensables pour faire avancer la réforme du système de réglementation financière internationale. Les progrès ont été lents en ce qui concerne la réforme de la réglementation financière en raison de la résistance croissante de l'industrie financière. Il est également indiqué dans le rapport que des efforts plus énergiques s'imposent pour s'atteler aux problèmes de l'optimisation fiscale et de l'évasion fiscale sur le plan international, notamment via les paradis fiscaux. D'autre part, dans ce rapport, il est réaffirmé qu'une coopération politique internationale devrait assurer des ressources suffisantes aux pays les moins avancés.

Un rapport dans le cadre de *Situation et perspectives de l'économie mondiale* est établi au début de chaque année par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et les cinq commissions régionales des Nations Unies. La version intégrale du rapport sera disponible le 20 janvier 2014.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez consulter le site suivant:

<http://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/index.shtml>

Contact avec les médias: Wynne Boelt, boelt@un.org, +1 212-963-8264 — Département de l'information de l'ONU